



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

# Association Maison de l'Initiative et de l'Emploi du Roubaisis

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

Association Maison de l'Initiative et de l'Emploi du Roubaisis

78 boulevard du Général Leclerc Bâtiment B - rez de chaussée 59100 ROUBAIX

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais ( private company limited by guarantee ).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA  
36 Rue Eugène Jacquet  
59700 Marcq en Baroeul

## **Association Maison de l'Initiative et de l'Emploi du Roubaisis**

78 boulevard du Général Leclerc Bâtiment B - rez de chaussée 59100 ROUBAIX

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée Générale de l'Association Maison de l'Initiative et de l'Emploi du Roubaisis,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Maison de l'Initiative et de l'Emploi du Roubaisis relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.



Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

La note « Notes sur le compte de résultat – les subventions d'exploitation » de l'annexe expose notamment les règles et méthodes comptables relatives à la reconnaissance du revenu en détaillant les montants de subventions employés sur l'exercice et les montants reportés sur l'exercice suivant.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marcq en Baroeul, le 25 avril 2025

KPMG SA

Maxime BRION

Commissaire aux comptes

# Comptes annuels

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

## ASS MAISON DE L'EMPLOI DU ROUBAISIS

78 B Boulevard du Général Leclerc  
59100 ROUBAIX  
Tél. 03 59 30 66 93

APE : 8899B -  
Siret : 18592168100028



**MAZARS HAUTS DE France**

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau  
de l'ordre des experts comptables  
22 Denis Papin

59650 VILLENEUVE D'ASCQ

Tél : 03 20 47 27 00

Fax : 03 20 67 53 40

Courriel :

Web :



**Etats de synthèse**

## Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2024	Net au 31/12/2023
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles				
<b>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</b>	30 240	30 240		
Immobilisations corporelles				
<b>Constructions</b>	6 249	5 415	834	1 459
<b>Installations techniques, matériels et outillages industriels</b>	4 975	4 975		
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	377 271	360 919	16 352	14 086
Immobilisations financières				
<b>Autres immobilisations financières</b>	21 653		21 653	19 173
<b>Total I</b>	<b>440 388</b>	<b>401 548</b>	<b>38 840</b>	<b>34 718</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
<b>Avances et acomptes versés sur commandes</b>				4 560
Créances				
<b>Créances usagers et comptes rattachés</b>	31 850		31 850	17 111
<b>Autres créances</b>	2 312 247	86 480	2 225 767	2 095 716
Autres postes de l'actif circulant				
<b>Disponibilités</b>	1 136 261		1 136 261	388 371
<b>Charges constatés d'avance</b>	41 191		41 191	16 504
<b>Total II</b>	<b>3 521 549</b>	<b>86 480</b>	<b>3 435 070</b>	<b>2 522 262</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 961 937</b>	<b>488 028</b>	<b>3 473 909</b>	<b>2 556 980</b>
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

## Bilan passif

	au 31/12/2024	au 31/12/2023
<b>FONDS PROPRES</b>		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
<b>Réserves statutaires ou contractuelles</b>	<b>489 293</b>	<b>489 293</b>
Report à nouveau	-56 527	-130 131
<b>Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales</b>	<b>109 530</b>	<b>73 604</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>	<b>542 296</b>	<b>432 766</b>
<b>Total I</b>	<b>542 296</b>	<b>432 766</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	21 321	39 647
Provisions pour charges	123 300	172 600
<b>Total III</b>	<b>144 621</b>	<b>212 247</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes financières diverses	1 755	1 755
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	312 953	287 887
Dettes fiscales et sociales	221 418	187 529
Autres dettes	1 520 861	816 102
Produits constatés d'avance	730 006	618 696
<b>Total IV</b>	<b>2 786 993</b>	<b>1 911 968</b>
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>3 473 909</b>	<b>2 556 980</b>
(1) Dont à plus d'un an (a)	1 755	
Dont à moins d'un an (a)	2 785 238	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		



## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de biens et de services		
Ventes de prestations de services	27 865	24 611
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	2 227 827	1 844 372
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	80 095	27 535
Autres produits	1 281	726
<b>Total I</b>	<b>2 337 068</b>	<b>1 897 243</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Autres achats et charges externes	423 191	417 680
Aides financières	75 600	112 800
Impôts, taxes et versements assimilés	89 200	70 508
Salaires et traitements	1 043 736	843 172
Charges sociales	405 877	340 226
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	94 996	9 502
Autres charges	98 182	102 442
<b>Total II</b>	<b>2 230 780</b>	<b>1 896 330</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>106 288</b>	<b>913</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>		
<b>CHARGES FINANCIERES</b>		
Différences négatives de change		10
<b>Total IV</b>		<b>10</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>-10</b>

## Compte de résultat

	Exercice N 31/12/2024	Exercice N-1 31/12/2023
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>106 288</b>	<b>903</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		
Sur opérations de gestion	14 543	77 625
<b>Total V</b>	<b>14 543</b>	<b>77 625</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		
Sur opérations de gestion	11 301	4 924
<b>Total VI</b>	<b>11 301</b>	<b>4 924</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>3 242</b>	<b>72 701</b>
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>2 351 611</b>	<b>1 974 868</b>
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)</b>	<b>2 242 081</b>	<b>1 901 264</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>109 530</b>	<b>73 604</b>



**Annexe**

## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : MAISON DE L'EMPLOI DU ROUBAISIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 3 473 909 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 109 530 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 04/04/2025.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

En date du 21 octobre 2005 a été constitué le Groupement d'Intérêt Public MIE de la ville de Roubaix.

Par arrêté préfectoral d'août 2010, la préfecture a approuvé la convention constitutive du MIE de Roubaix Leers Wattrelos. Par arrêté préfectoral du 2011, le Groupement a étendu sa zone géographique. La ville de Lys Lez Lannoy a été intégrée comme membre constitutif à sa demande et le Groupement a pris la dénomination de GIP MIE du Roubaix.

Fin octobre 2014, la Ville de Wattrelos a souhaité se retirer du GIP MIE du Roubaix à l'échéance du 31 décembre 2014.

L'assemblée générale extraordinaire du 19 décembre 2014 a, dès lors, acté le retrait de la Ville de Wattrelos.

Par arrêté préfectoral du 21 juillet 2015, le groupement d'intérêt public dénommé « maison de l'initiative et de l'emploi du Roubaix » est transformé en association relevant de la loi du 1er juillet 1901,

Le projet de la MIE, tel qu'il a été défini par le conseil d'administration en date du 3 février 2010, s'inscrit dans le cadre des actions prioritaires du territoire et, à cette date, avait pour objectif de :

- Rapprocher l'emploi et le développement économique : travailler auprès des TPE PME locales en corrélation avec les orientations de développement économique à l'échelle métropolitaine ; la gestion des conventions de revitalisation ;
- Accompagner la reconversion des économies du territoire en lien direct avec les branches professionnelles : VAD, TIC, éco -construction ; Promouvoir l'emploi, la formation et la création par des actions de proximité dans les quartiers pour toucher les publics non accompagnés à ce jour ; les réorienter vers les structures d'accompagnement de droit commun (Pôle emploi, mission locale.....) ; à ce titre assurer la continuité de l'Espace Info formation
- Poursuivre la gestion du volet social du dispositif ANRU compte tenu de la montée en charge des travaux en 2010. A ce titre, il est indispensable de maintenir le dispositif tel qu'il a été bâti et financé par la Ville de Roubaix. Le service aux entreprises ne peut en être dissocié, qu'il porte sur la gestion de la clause, comme sur le suivi global de la clause sociale sur les chantiers pendant un an conformément aux souhaits de l'ANRU ;
- Renforcer notre fonction d'observation : un programme de 10 investigations auprès du public et des employeurs pour affiner le plan d'actions 2011-2014
- Et enfin, favoriser la réorganisation des dispositifs dès la fin 2010 : une organisation intercommunale des MdE à l'échelle métropolitaine, le portage du dispositif PLIE de Roubaix par la MIE au 1er janvier 2011.

Au cours de la période 2010-2014, le projet de la MIE a évolué en lien avec les politiques de décentralisation et la montée en puissance des métropoles, et l'évolution de la situation socio-économique du territoire.

Le projet s'appuie sur 3 axes :

Faire bénéficier les habitants du territoire des fruits du développement économique de la métropole

Accompagner le volet « Ressources humaines » du développement économique métropolitain, en particulier la filière numérique et les services à la personne

Accompagner l'économie présentielle du territoire et les activités productives, en particulier celles produites par les TPE et PME.

## Règles et méthodes comptables

Les objectifs se définissent de la manière suivante :

Proposer aux habitants des repères sur le marché du travail de la métropole

Préparer les habitants aux opportunités d'emplois de la métropole

Aider les habitants sans qualification

Soutenir le développement du territoire en développant les ressources humaines du développement économique : gestion territoriale des compétences, accompagnement RH des dynamiques locales et accompagnement des entreprises, et notamment les TPE/PME

Accompagner le développement de la filière numérique de la métropole et l'économie présentielle, les activités productives, en particulier celles produites par les TPE et PME.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 28 avril 2015 : il a été décidé de la transformation du Groupement en association.

L'assemblée générale du 5 juillet 2017 a entériné la distinction des gouvernances « conseil de développement territorial » et « maison de l'emploi »

### OBJET

La MIE a pour objet de :

- Piloter une stratégie de développement du territoire en lien avec les acteurs économiques locaux et représentants des réseaux économiques afin que les actions soient en réponse permanente aux besoins des entreprises et des habitants

- Coordonner des actions de toutes les parties prenantes du combat pour l'emploi sur le territoire : l'Etat, la Région, le Département, MEL, Pôle emploi, la Mission Locale, les Partenaires Sociaux, les acteurs de l'IAE, et les acteurs locaux de proximité (centres sociaux, association de jeunesse, ...)

- Mener toute activité d'intérêt général, liée au projet cité en préambule, à but non lucratif, développée sur le territoire d'action de la MIE et/ou de la Métropole, dont l'objet contribue au développement économique, à la politique de l'emploi et de la formation professionnelle.

- A titre accessoire, fournir des prestations dont l'objet contribue :

au développement et renforcement du réseau d'acteurs économiques de la MiE et du réseau local.

à la mutualisation de moyens de fonctionnement avec d'autres structures morales privées ou publiques,

et/ou à l'équilibre financier d'opérations sur les recrutements ou l'emploi

L'Association a également pour objet d'être le support juridique de :

l'activité Maison de l'emploi qui s'engage dans les deux axes obligatoires du cahier des charges du 21 décembre 2009 modifié par arrêté du 18 décembre 2013 à savoir :

Axe 1 – participer au développement de l'anticipation des mutations économique

Axe 2 – contribuer au développement local de l'emploi

l'activité du Plan Local pluriannuel pour l'Insertion et l'Emploi qui a pour finalité de faciliter l'insertion sociale, et professionnelle des personnes éloignées du marché du travail

### ZONE GEOGRAPHIQUE

La zone géographique couverte par l'Association est la suivante : Villes de Roubaix

## Règles et méthodes comptables

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations, fondations et fonds de dotation

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

## Règles et méthodes comptables

### Produits et charges exceptionnels

---

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

La Ville de Roubaix accorde à la MiE du Roubaiss une avance de fonds remboursable d'un montant de 1 500 000 € qui constitue un en-cours maximum.

Au 31/12/2024, l'encours restant à rembourser est de 1 500 000 €

Cette avance permet à l'association de pallier au décalage de trésorerie lié aux longs délais de règlement des fonds européens

Evénements post-cloture :

A la date de clôture de l'exercice comptable, un projet de fusion-création regroupant les deux structures MiE du roubaiss et Mission Locale est en cours.

La fusion-création est prévue sur l'exercice 2025.



## Notes sur le bilan

### Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Valeur au début d'exercice	Augmentation	Diminution	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 240			30 240
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>30 240</b>			<b>30 240</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	6 249			6 249
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 975			4 975
- Installations générales, agencements aménagements divers	23 645			23 645
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	343 468	10 158		353 626
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>378 337</b>	<b>10 158</b>		<b>388 495</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations				
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	19 173	2 636	156	21 653
<b>Immobilisations financières</b>	<b>19 173</b>	<b>2 636</b>	<b>156</b>	<b>21 653</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>427 750</b>	<b>12 794</b>	<b>156</b>	<b>440 388</b>

## Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		10 158	2 636	12 794
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>10 158</b>	<b>2 636</b>	<b>12 794</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			156	156
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>156</b>	<b>156</b>

## Notes sur le bilan

### Amortissements des immobilisations

	Valeur en début d'exercice	Augmentation	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	30 240			30 240
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>30 240</b>			<b>30 240</b>
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	4 790	625		5 415
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	4 975			4 975
- Installations générales, agencements aménagements divers	22 970	189		23 158
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	330 058	7 703		337 760
- Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>362 792</b>	<b>8 516</b>		<b>371 308</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>393 032</b>	<b>8 516</b>		<b>401 548</b>

## Notes sur le bilan

### Actif circulant

#### Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 2 406 942 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>	<b>21 653</b>		<b>21 653</b>
Autres	21 653		21 653
<b>Créances de l'actif circulant :</b>	<b>2 385 288</b>	<b>2 385 288</b>	
Créances Clients et Comptes rattachés	31 850	31 850	
Autres	2 312 247	2 312 247	
Charges constatées d'avance	41 191	41 191	
<b>Total</b>	<b>2 406 942</b>	<b>2 385 288</b>	<b>21 653</b>

## Notes sur le bilan

### Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	489 293	73 604		73 604	489 293
Report à Nouveau	-130 131		73 604		-56 527
Excédent ou déficit de l'exercice	73 604	-73 604	109 530		109 530
<b>Situation nette</b>	<b>432 766</b>		<b>183 134</b>	<b>73 604</b>	<b>542 296</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>432 766</b>		<b>183 134</b>	<b>73 604</b>	<b>542 296</b>

	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves hors activités sociales	489 293	73 604		73 604	489 293
Réserves des activités sociales					
RAN hors activités sociales	-130 131		73 604		-56 527
RAN des activités sociales					
Exc.ou Déficit hors activ.sociales	73 604	-73 604	109 530		109 530
Exc.ou Déficit des activités sociales					
<b>Situation nette</b>	<b>432 766</b>		<b>183 134</b>	<b>73 604</b>	<b>542 296</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées					
Droits de propriétaires (Commodat)					
<b>TOTAL</b>	<b>432 766</b>		<b>183 134</b>	<b>73 604</b>	<b>542 296</b>

## Notes sur le bilan

### Provisions pour risques et charges

Tableau des provisions

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires					
Pour impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions					
Charges sociales et fiscales					
sur congés à payer					
Autres provisions pour risques et charges	212 247				144 621
<b>Total</b>	<b>212 247</b>				<b>144 621</b>
<b>Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :</b>					
Exploitation			67 626		
Financières					
Exceptionnelles					

## Notes sur le bilan

### Dettes

#### Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 2 786 993 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an et à 5 ans au plus	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	1 755			1 755
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	312 953	312 953		
Dettes fiscales et sociales	221 418	221 418		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	1 520 861	1 520 861		
Produits constatés d'avance	730 006	730 006		
<b>Total</b>	<b>2 786 993</b>	<b>2 785 238</b>		<b>1 755</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice dont :				
(**) Dont envers Groupe et associés				

#### Charges à payer

	Montant
FRS FACTURES NON PARVENUES	87 248
DETTES PROV/CONGÉS PAYÉS	67 111
CHARGES SUR CONGÉS	32 565
<b>Total</b>	<b>186 924</b>

## Notes sur le bilan

### Comptes de régularisation

#### Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CCA	41 191		
<b>Total</b>	<b>41 191</b>		

#### Produits constatés d'avance

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATES D AVANCE	730 006		
<b>Total</b>	<b>730 006</b>		



## Notes sur le compte de résultat

### Charges et produits d'exploitation et financiers

#### Rémunération des commissaires aux comptes

##### Commissaire aux comptes Titulaire

Honoraire de certification des comptes : 12 405 EURO

Honoraire des autres services : 0 EURO

#### Subventions d'exploitation

SUBVENTION ETAT	46 225 €	Subvention d'exploitation
SUBV POLITIQUE VILLE (ETAT)	19 253 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION DREETS	65 885 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION FSE+ (DREETS)	697 073 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION REGION HDF PRIF	120 000 €	Subvention d'exploitation
SUBV POLITIQUE VILLE Part Ville	11 374 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION VILLE DE RBX	550 000 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION REGION HDF PEC	10 530 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION MEL (LMCU)	225 000 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION DEPARTEMENT	357 000 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION REGION PLIE	93 555 €	Subvention d'exploitation
SUBVENTION BPI	31 931€	Subvention d'exploitation

#### Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics						
Subventions d'exploitation	697 073	131 364	1 367 459		31 931	2 227 827
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement						
						2 227 827

## Notes sur le compte de résultat

### Charges et Produits exceptionnels

#### Résultat exceptionnel

##### Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Solde Subvention PRIF 2023	930	
Solde subvention 2022 FSE PLIE ANIM	1 000	
IED REGUL	9 371	
Solde subvention 2022 FSE PLIE ANIM		11 774
Solde activité partielle 2020		2 576
REMISE DE CHEQUE RISTOURNE BIMPLI 2022		192
<b>TOTAL</b>	<b>11 301</b>	<b>14 543</b>

## Autres informations

### Effectif

Effectif moyen du personnel : 28,9 personnes dont 1 apprenti.

	Effectif Hommes	Effectif Femmes	Effectif Total	Effectif équivalent (Temps plein)
Cadres	3	7	10	10
Employés	2	17	19	19
Ouvriers				
Contrat Emploi Solidarité				
Contrat de Qualification				
Contrat Retour Emploi				
Contrat initiative Emploi				
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>29</b>	<b>29</b>

### Contributions volontaires

	N	N-1
<b>Ressources</b>		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
<b>Total</b>		
<b>Emplois</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
<b>Total</b>		